



Un défi pour les pays du Sud

Au-delà de leur grande hétérogénéité, ces pays ont des atouts en matière d'innovation technologique. Mais seuls les décideurs publics pourront stimuler cette créativité...

> PAR EMMANUEL HASSAN, CONSULTANT INTERNATIONAL

L'innovation technologique a joué un rôle essentiel dans le développement économique et social des pays du Nord. C'est la raison pour laquelle les décideurs publics la perçoivent de plus en plus comme un moyen d'accélérer le processus de rattrapage économique des pays du Sud vers des niveaux de développement comparables à ceux des pays du Nord. L'exemple de l'industrialisation rapide, au cours de ces dernières décennies, de quelques pays tels que le Japon, les quatre « dragons asiatiques » (Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taïwan) et, plus récemment, la Chine, le Brésil et l'Inde, a renforcé leur conviction.

Pourtant, la promotion de l'innovation dans les pays du Sud constitue un défi, étant donné leur grande hétérogénéité, tant sur le plan socio-économique que sur les plans politico-culturel et géographique.

^ Mise en place d'un système d'eau potable et équitables en Mauritanie.

La création de services d'eau potable efficaces et équitables constitue un enjeu majeur pour les puissances publiques du Sud (ici, une pompe électrique alimentée par panneau solaire).

Quelques statistiques

Le rapport de l'Unesco sur la science, publié en 2010, fournit des statistiques mettant en avant certains aspects de cette grande hétérogénéité. Alors que les pays en développement consacraient 1 % de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses intérieures de R&D en 2007, ce pourcentage ne s'élevait qu'à 0,2 % pour les pays les moins avancés. De telles disparités s'observent également en matière de capital humain qualifié, en particulier le stock de chercheurs. Leur nombre par million d'habitants était, en 2007, d'environ 580 dans les pays en développement, contre 43 seulement dans les pays les moins avancés.

En outre, même si certains pays tels que le Brésil, la Chine et l'Inde ont accru d'une manière importante leurs efforts d'investissement en R&D et leur stock de chercheurs au cours de ces der-

nières décennies, de nombreux pays en développement continuent de connaître un retard important par rapport aux pays développés. Dans ces derniers, la dépense intérieure de R&D en proportion du PIB était en effet de 2,3 %, tandis que le nombre de chercheurs par million d'habitants était de 3 655.

Vers des moyens d'action directs...

Les décideurs publics de nombreux pays du Nord ont promu directement l'innovation technologique dans certains secteurs stratégiques (l'espace, la défense, l'aéronautique, la santé) à travers plusieurs moyens d'action, notamment l'octroi de subventions à de larges programmes de recherche, la stimulation de la demande pour des innovations technologiques par le biais de la commande publique, le développement de programmes publics-privés de recherche ou la création d'instituts publics de recherche finalisée.

Les pays du Sud peuvent recourir à des moyens similaires en ciblant les secteurs clés de leur économie. Il peut s'agir de l'agriculture, qui occupe encore une place importante dans ces pays, ou d'activités manufacturières diverses telles que l'automobile, le textile, l'électroménager, la microélectronique et les produits à base de papier. Enfin, certains secteurs clés peuvent consister en des activités de service, en particulier les services liés aux technologies de l'information, qui ont une place croissante dans des pays tels que l'Inde.

... et indirects

Au-delà de ces moyens directs d'action ciblant certains secteurs économiques, d'autres, indirects, ont une portée plus large, puisqu'ils ont vocation à s'appliquer à l'économie tout entière. Ces moyens sont ceux de la politique technologique traditionnelle tels que le renforcement de la base de R&D (publique ou privée), à travers notamment l'octroi de subventions directes à la recherche, d'incitations fiscales pour les entreprises et la création d'infrastructures de recherche. Bien que ces moyens soient couramment utilisés dans les pays du Nord, les pays du Sud peuvent être empêchés de les utiliser pleinement par manque de ressources financières. Les institutions de ces pays ont toutefois la possibilité de participer à des programmes internationaux de recherche comme le programme-cadre de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration auxquelles participent les pays développés.

Renforcer la formation et l'aide à la recherche

D'autres moyens vont au-delà de ceux de la politique technologique traditionnelle, car ils visent non seulement à renforcer le niveau d'éducation et de formation de la population,

mais aussi à créer d'autres conditions-cadres favorables à l'innovation.

Le développement d'activités technologiques nécessite une main-d'œuvre qualifiée qui fait souvent défaut aux pays du Sud. Il est donc primordial que ces pays renforcent l'accès à l'éducation générale de leurs populations, mais aussi qu'ils adaptent leurs programmes éducatifs aux enjeux d'une économie tirée par l'innovation. Les taux d'analphabétisme et d'illettrisme sont encore élevés dans beaucoup de pays en développement, en particulier en Asie du Sud et de l'Ouest, ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, de nombreuses personnes originaires des pays du Sud entreprennent des études supérieures dans les pays développés avec le risque qu'elles ne retournent pas dans leur pays d'origine à l'issue de leurs études en raison du faible soutien consacré par leur gouvernement aux activités de recherche.

Développer un environnement favorable

L'enjeu est double : encourager l'innovation par les entreprises nationales et accroître l'attrait de ces marchés pour les multinationales étrangères, par le biais de l'investissement direct étranger en R&D, le commerce international à haute valeur ajoutée et le transfert technologique international. Outre un environnement macro-économique et politique stable, cela suppose notamment le soutien à une activité entrepreneuriale favorisant l'accès au crédit et à la création de technopôles ; le maintien d'une pression concurrentielle sur les entreprises domestiques, en particulier publiques, les incitant à innover, et la réduction des barrières à l'entrée d'entreprises étrangères sur les marchés domestiques ; la diminution et l'harmonisation des barrières tarifaires et non tarifaires pour le commerce international ; enfin, un renforcement et une harmonisation des régimes de propriété intellectuelle afin d'accroître, d'une part, les incitations à innover pour les entreprises domestiques et étrangères, et, d'autre part, le transfert des technologies ainsi que l'exportation de produits à haute valeur ajoutée vers les pays du Sud. ●

Le besoin
d'une main-
d'œuvre
qualifiée

SAVOIR +

- CNUCED. *Rapport 2007 sur les pays les moins avancés : savoir, apprentissage technologique et innovation pour le développement*. Genève : United Nations Publication, 2007.
- LAPERCHÉ Blandine. *L'Innovation pour le développement : enjeux globaux et opportunités locales*. Paris : Karthala, 2008.
- TREILLON Roland. *L'Innovation technologique dans les pays du Sud : le cas de l'agroalimentaire*. Paris : Karthala, 1992 (coll. Économie et développement).
- UNESCO. *Rapport sur la science 2010 : l'état actuel de la science dans le monde (résumé exécutif)*. Paris : Éditions Unesco, 2010.